

ABIDJAN, UNE MÉTROPOLÉ DE PLUS EN PLUS FRANCOPHONE ?

Akissi Béatrice Boutin

CLLE-ERSS-UMR 5263 & ILA, Abidjan

Jérémie Kouadio N'Guessan

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

Introduction

Abidjan est située au sud-est du territoire ivoirien, sur la lagune Ebrié qui borde de ses méandres le littoral, par 4° de longitude et 5,20° de latitude. La ville est reliée à la mer par le canal de Vridi depuis 1952. La population autochtone d'Abidjan est constituée par les Ebrié ou Tchaman, une ethnie qui appartient au groupe lagunaire, un sous-groupe du groupe kwa.

La ville d'Abidjan est un exemple de ces villes champignons postcoloniales qui ont connu en quelques années un développement prodigieux tant au niveau de leur extension spatiale que dans la densification de leurs populations. Peuplée de 185 000 habitants à l'Indépendance en 1960, Abidjan en compte aujourd'hui plus de cinq millions. Le français y avait tout pour réussir depuis sa fondation par l'Administration coloniale française : il en a été l'élément constitutif depuis sa création jusqu'à son explosion démographique, sans rencontrer beaucoup de concurrence en tant que véhiculaire urbain. C'est le français bien plus que d'autres langues qu'on entend dans les rues d'Abidjan, dans les transports, sur les marchés et même dans les foyers. Pourtant, l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF) n'estime qu'à 68,6 % le pourcentage de la population abidjanaise sachant parler et comprendre le français, contre 76,4 % à Douala, 75,6 % à Yaoundé et 76,8 % à Libreville ; elle estime aussi à 57,6 % le pourcentage de la population abidjanaise sachant lire et écrire en français contre 63,7 % à Douala, 60,5 % à Yaoundé et 71,9 % à Libreville¹. Pour sa part, l'Institut de Linguistique Appliquée d'Abidjan (ILA) qui avait fait passer en 1996 le « test d'Abidjan » de Robert Chaudenson, n'avait décompté que 2 sujets (deux enfants) sur 213 sujets enquêtés ayant le « SMIC francophone, Seuil Minimal Individuel de Compétence » (Chaudenson (éd.) 1997)². Il n'est pas certain que le score soit meilleur aujourd'hui. On peut alors se demander si c'est bien le français que l'on parle à Abidjan, ou s'il a déjà tellement changé qu'il n'est plus reconnu comme tel, du moins lorsque l'on prend pour référence un français exogène. En tout état de cause, une récente enquête menée dans le District d'Abidjan et dans quatre autres zones de la Côte d'Ivoire confirme que les langues africaines sont très présentes dans la métropole abidjanaise.

¹ Nous n'évoquons ici que les capitales les plus souvent comparées à Abidjan, le tableau complet des données par capitales se trouve à la page 30 du document de l'OIF.

² Ce test a été mis au point et utilisé en 1995 et 1996 au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Mali. Il s'inscrivait dans une recherche dirigée par R. Chaudenson, réalisée grâce à l'AUF-UREF et l'ACCT. Sa pertinence est discutée dans Boutin (2002 : 89-90).

Théâtre, tout comme la Côte d'Ivoire elle-même, d'un formidable brassage de populations, populations autochtones et populations immigrées, Abidjan offre le spectacle de contacts de langues et de cultures nombreux et féconds. Cette situation qui interagit sur les habitudes culturelles, a surtout engendré des pratiques langagières spécifiques, mêlant plusieurs langues à divers niveaux. Le nouchi, concentrant ces pratiques de métissage, se pose de plus en plus comme le marqueur le plus évident d'une identité urbaine conquérante, bien qu'encore en construction.

Nous proposons donc, à travers l'étude du peuplement de cette ville et de son essor socioéconomique, de montrer comment s'est forgée et se forge sous nos yeux, à force de brassage d'identités ethnolinguistiques, une identité composite autour du français, portée principalement par la jeunesse urbaine.

1. Abidjan, ville-champignon entre colonie et post-colonie

Au tout début du siècle dernier, Abidjan n'était qu'un hameau en bordure de lagune habité par quelques familles de pêcheurs ébriés. En 1910, elle comptait 1 000 habitants. Lorsqu'en 1934 elle devenait le siège du gouvernement territorial, chef-lieu de la colonie de Côte d'Ivoire, à la place de Bingerville (voir la Carte du District d'Abidjan, Annexe 1), elle comptait 17 000 habitants, avec un taux d'urbanisation très bas. Tout allait s'accélérer avec le percement du canal de Vridi en 1950 (voir la Carte 1, ci-dessous). Ce fut le début du démarrage économique de la ville et par voie de conséquence d'une croissance démographique particulièrement rapide. Cette forte progression de la population résultait de deux migrations concomitantes, une migration interne et une migration externe.

1.1. La migration interne

Par sa situation géographique (port et débouché maritime d'un pays potentiellement riche), Abidjan semblait prédestinée à être une ville d'immigration. Voici, en tout cas, ce qu'en disait le Gouverneur Reste, dans le discours qu'il a prononcé le 17 août 1934 lors du transfert du siège du gouvernement territorial de Bingerville à Abidjan :

Regardez la carte, jetez un regard sur toutes ces routes qui partant des rives de l'océan vont jusqu'à l'intérieur des terres, routes créatrices de vie, **routes porteuses de peuples** [nous soulignons]. Voyez toutes ces villes : Grand-Bassam, première capitale de la Colonie ; Bingerville, thébaïde splendide au milieu de jardins magnifiques ; Abidjan, la capitale que nous fêtons aujourd'hui, la grande ville de l'avenir, car le jour est proche où les navires mouilleront dans son port : alors elle deviendra le grand entrepôt de tout un monde ; [...] Le transfert que nous fêtons aujourd'hui est plus qu'un acte administratif ; c'est un symbole. C'est aussi un acte de foi en la pérennité de notre beau domaine. C'est une nouvelle porte d'entrée, largement ouverte à tous les hommes de bonne volonté, à tous ceux qui veulent contribuer à la grandeur de la France. (Diabaté et Kodjo 1991)

La migration interne, motivée par des raisons économiques, n'a pas bénéficié dès le début à la ville d'Abidjan. Les premiers flux migratoires se sont orientés vers certaines régions du pays selon les opportunités qu'elles offraient. Le développement de l'arboriculture du café et du cacao à partir des années 1920 a attiré la plupart des premiers migrants Ivoiriens vers le centre-est du pays qui,

quelques années plus tard sera connu sous le nom de « boucle du cacao ». À cette époque la migration des campagnes vers les villes ou exode rural était très faible, pour ne pas dire inexistante. Cette migration interne vers Abidjan est si insignifiante dans ces années-là que les premiers habitants des quartiers pour Noirs nouvellement créés (Treichville et Adjamé) étaient des étrangers. Diabaté et Kodjo (1991) rapportent les dires de André Kouassi Lenoir, premier maire de Treichville, selon lesquels l'administration [coloniale] française, après avoir suscité la création de Treichville, désigna comme chef un burkinabé du nom d'Idrissa Seydou, secondé d'Almeida, un fonctionnaire togolais. Ces deux personnes auraient procédé à la répartition des parcelles et dirigé le lotissement de Treichville.

La distribution s'est faite, poursuit Monsieur Kouassi Lenoir, entre Mauritaniens, Togolais, Guinéens, Gabonais. Quant aux Ivoiriens, préoccupés surtout par la quête de ressources, **ils se considéraient tout juste de passage** [nous soulignons]. (Diabaté et Kodjo 1991)

Il faudra attendre le début des années 1960 pour voir l'exode rural des campagnes ivoiriennes aux villes s'accroître, en corrélation avec l'urbanisation dès lors rapide de la Côte d'Ivoire.

1.2. La migration externe

Quant à la migration externe, elle a commencé très tôt avec la mise en valeur des ressources de la colonie. Zanou et Nyankawindemara (2001) notent que, à la suite de la raréfaction de la main-d'œuvre à cette époque au plan national, des mesures ont été prises pour favoriser la migration externe, particulièrement celle des Voltaïques et des Soudanais, ressortissants des colonies au nord de la Côte d'Ivoire³.

À partir des années 1930, l'immigration externe suscitée et voulue par les autorités coloniales s'accroît de façon exponentielle. C'est ainsi qu'entre 1930 et 1946, près d'un demi-million de travailleurs sont déplacés de l'ancien Soudan français (Mali actuel) et de la Haute-Volta (Burkina Faso actuel). Évidemment la destination première de ces migrants n'était pas Abidjan, mais plutôt les zones de culture du café et du cacao. Mais, comme au même moment, avaient débuté dans la capitale des travaux d'infrastructure à forte main-d'œuvre (construction du chemin de fer Abidjan-Niger, construction du pont flottant, etc.), une proportion non négligeable de migrants s'installent à Abidjan et dans ses environs. Les Sénégalais sont ainsi les premiers à s'installer entre l'avenue 1 et l'avenue 2 à Treichville, puis viennent les Voltaïques (Burkinabè) et les Dioula et Malinké d'Odienné, du Mali et de la Guinée.

En 1959, une enquête menée par la Société pour l'étude technique d'aménagements planifiés (SETAP) en collaboration avec l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) dénombrait 90 000 étrangers sur les 185 000 habitants que comportait alors Abidjan. À cette époque, les originaires de la Côte d'Ivoire représentaient à peine 50 % de la population d'Abidjan. Cette tendance s'est poursuivie après l'indépendance du pays puisqu'en 1963 on comptait à Abidjan, pour 31 % de personnes natives de la ville, 32 % de personnes natives du reste du

³ Boutin et Kouadio N'Guessan (2013) s'étendent un peu plus sur l'idéologie de cette période.

pays et 37 % de l'étranger. Même si, autour de 1975, cette tendance migratoire s'est inversée au profit des Ivoiriens, la proportion des migrants étrangers est restée forte. En effet, en 1975, on dénombrait 381 636 étrangers, soit 40 % de la population totale qui avoisinait le million d'habitants. Lors de la crise militaro-politique de 2002 à 2011 qui a déplacé des milliers d'Ivoiriens vers Abidjan, la migration interne a été aussi plus importante que la migration externe. De 2011 à 2015, aucune donnée officielle ne permet de connaître la répercussion des appels aux investissements étrangers sur la migration externe.

2. Abidjan, ville multilingue et multiculturelle

Si Abidjan, en tant que ville coloniale, est née francophone, l'hétérogénéité linguistique y a toujours été présente. L'ampleur qu'a prise la ville en quelques dizaines d'années laisse deviner la pression d'un environnement socioculturel très contrasté. Les dix communes qui composent la ville d'Abidjan rassemblent, selon le 4^e Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) communiqué le 23 décembre 2014⁴, 4 707 000 d'habitants, soit 20 % de la population ivoirienne (23 millions), sur un territoire de 422 km² soit 0,13 % du territoire de la Côte d'Ivoire. La métropole ne cesse de s'étendre, pour le moment à l'intérieur du territoire du District d'Abidjan⁵ qui réunit, sur 2 119 km², plus de 9 millions d'habitants (voir Annexe 1).

2.1. La diversité ethnolinguistique d'Abidjan

Tous les recensements de la population abidjanaise, de 1975 à 1998⁶ établissent que, grosso modo, les Ivoiriens représentent 58,04 % de la population totale tandis que les étrangers, toutes origines confondues, en représentent 41,96 %. Parmi les populations étrangères, les Burkinabè représentent 16,5 % ; viennent ensuite les Maliens (8,8 %), les Nigériens (2,6 %), les Guinéens (2,2 %) et les non-Africains (2,7 %). Ainsi toute la CEDEAO/ECOWAS (Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest/Economic Community Of West African States), particulièrement de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), cohabite à Abidjan. Quant aux Abidjanais de nationalité ivoirienne, ils sont originaires de tous les groupes ethnolinguistiques de la Côte d'Ivoire, à savoir le groupe kwa (sud-est du pays), le groupe gur (nord-est), le groupe mandé (nord-ouest et centre-est) et enfin le groupe kru à l'ouest du pays (Voir la Carte des groupes ethnolinguistiques de Côte d'Ivoire en Annexe 2).

Ainsi donc Abidjan est devenue le réceptacle d'une forte hétérogénéité ethnique, linguistique et culturelle. Pourtant, à ses débuts, quand Abidjan ne comportait que trois quartiers, cette mixité semblait improbable. Le Plateau, le quartier habité par les colons, était isolé des quartiers des Africains : de Treichville par la lagune et d'Adjamé par le camp militaire (Voir Carte 1 ci-dessous). Dans ces

⁴ Ce recensement a fait polémique et a été boycotté par une partie de la population.

⁵ Le District d'Abidjan, créé en 2001 comprend 13 communes : celles de la ville d'Abidjan avec celles de Bingerville, Anyama et Songon.

⁶ En 1998, Abidjan compte déjà 3,1 millions d'habitants.

derniers quartiers, les Africains, autochtones et étrangers, tentaient de recréer l'atmosphère chaleureuse des villages d'origine en se regroupant par affinité ethnique. On rencontrait alors, à Treichville par exemple, des quartiers agni, apolo (nzéma), sénégalais, daoméo-togolais, etc. (Diabaté et Kodjo 1991).

Cependant, avec l'accroissement de la population et l'extension de la ville par la création d'autres quartiers (Cocody, Marcory, Koumassi, Attécoubé, Abobo, Yopougon, etc.), il devenait de plus en plus difficile aux derniers arrivants de se regrouper par affinité ethnique pour espérer sauvegarder de la sorte leur culture et leur langue d'origine. Et la dynamique urbaine amorça un puissant processus de déculturation ou d'acculturation dont les principaux lieux de concrétisation étaient le milieu de vie (quartier, cour commune, maison), le lieu de travail (bureau, atelier), les lieux de rencontre (marché, maquis, hôpital, etc.) et surtout l'école d'où sortent depuis des années un tiers de diplômés, mais aussi d'innombrables cohortes de jeunes déscolarisés qui deviennent à la fois dépositaires et agents des nouvelles identités en construction. Ainsi Abidjan, ville cosmopolite, devint un lieu privilégié d'intenses interactions culturelles.



Carte 1. Les 10 communes d'Abidjan-ville
Source : *Jeune Afrique*, 07/06/2010

2.2. Interculturalité et émergence d'une nouvelle identité

L'interculturalité peut s'entendre ici comme le résultat d'un processus qui, à la suite de contacts entre cultures originelles, fait émerger une culture commune et métisse toujours en mouvement. Cette interculturalité est celle de citoyens accoutumés de longue date au cosmopolitisme urbain. Souvent eux-mêmes issus d'un mariage interethnique, ils manifestent clairement la distance prise avec les références communautaires de leurs aînés lorsqu'ils proclament un certain détachement vis-à-vis de l'identité ethnique. Un jeune interrogé à ce propos déclare :

Ma mère est bété et mon père est agni. Le bété est la langue mieux connue [de moi]. Moi-même je suis agni : c'est mon père qui m'a donné son nom. Selon moi, je me sens bien dans les deux ethnies. Je suis ivoirien. (Marie 2003 : 79)

Si de nombreux Abidjanais parlent au moins une ou deux langues africaines en plus du français, un grand nombre depuis plusieurs générations⁷, ne connaissent pas d'autres langues que le français, à l'instar de ces deux autres jeunes :

Bon, ma langue maternelle, c'est le guéré, mais, je connais, je connais pas trop les paroles. Mais quand on me parle, je comprends. [...] Ensuite, ma langue paternelle, c'est le sénoufo, mais là, je comprends absolument rien, hein. (PFC-CI, Boutin 2004)

Et, bon j'aurais aimé apprendre l'ethnie de mes parents parce que eux deux, ils sont de la même ethnie. Mais, j'ai pas eu cette chance-là hein. Et je comprends même pas. (PFC-CI, Boutin 2004)

L'interculturalité manifestée par les jeunes (la partie de la population la plus nombreuse d'Abidjan) est le prolongement de ce que, depuis plusieurs décennies, les Abidjanais ont construit à partir des matériaux culturels de leurs terroirs respectifs. Ainsi on constate une convergence des coutumes, associée aux mariages interethniques très nombreux à Abidjan, une alimentation et des plats standardisés intégrant les différentes habitudes alimentaires et culinaires (attiéké, plakali, à base de manioc, alogo, à base de banane plantain, foutou à base d'igname ou de banane plantain et manioc, abolo et kabato à base de farine de maïs, kédjénou, plat cuit à l'étouffée, et de nombreuses sauces : graine, aubergine, djoumbélé, kopè, n'tro, arachide, pistache, kplala et autres sauces feuilles...).

Sur le plan linguistique, un dioula urbain apparaît dès les années de colonisation, très ouvert sur le monde moderne dans son vocabulaire et syntaxiquement simplifié (Partmann 1973). Il est la première synthèse des parlers locaux et extra ivoiriens du fait des emprunts au français et aux autres langues en présence. Dès la création de l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) à Abidjan en 1966, deux voies de recherche s'ouvrent : les chercheurs s'intéressent, d'une part, aux langues africaines dans un but descriptif et didactique (Tymian et Retord 1978, Gnahoré et Retord 1980, Dumestre et Retord 1981), d'autre part, à ce qu'ils dénomment français populaire d'Abidjan ou ivoirien (Duponchel 1974, Lafage 1979, parmi de nombreux autres). Des thèses qui continueront à faire référence sont réalisées (Hattiger, 1981 (1983), Lescutier 1985), ainsi que d'autres travaux qui se

⁷ Le flux migratoire d'Abidjan étant très important, et très variable durant les dernières décennies, il est difficile de donner des précisions sur le nombre de locuteurs francophones monolingues.

penchent sur les questions de pidginisation, véhicularisation du français et interférences phonologiques et syntaxiques avec les langues africaines. Mais à cette époque, le français emprunte encore relativement peu au lexique des langues africaines. Le manque de travaux de recherches sociolinguistiques sur les langues africaines à Abidjan, tout comme l'engouement des chercheurs pour les travaux sociolinguistiques autour du français, ont sans doute occulté un temps le dynamisme social des langues africaines, du moins hors des interactions sociales prestigieuses dévolues au français.

Les résultats d'une enquête par questionnaires menée en 2013-2014 dans le cadre du projet « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire »⁸ affirment la vitalité des langues africaines à Abidjan. La Zone d'enquête « Abidjan » comportait 194 personnes enquêtées dans les communes de Yopougon, Attécoubé, Koumassi, et les villes de Bingerville et Dabou : une cinquantaine de répondants, répartis dans chacun des 4 groupes linguistiques et selon le genre, le niveau d'études, l'âge, le type de travail (la majorité dans le secteur professionnel informel). Dans le tableau ci-dessous, si le français domine toutes les interactions sauf celles avec les grands parents, d'après ce que déclarent les répondants, les deux langues africaines les plus présentes sont le baoulé et le dioula. Elles se répartissent toutefois différemment les espaces communicationnels.

espace\langue	français	baoulé	dioula	autres
familles	31,40 %	21,10 %	11,90 %	27 %
grands-parents	8,80 %	19,10 %	7,70 %	29,90 %
parents	30,90 %	20,60 %	8,80 %	28,30 %
fratrie	67,00 %	13,90 %	9,80 %	14,90 %
conjoint	44,80 %	3,60 %		2,10 %
enfants	47,90 %	4,60 %	4,10 %	5,20 %
amis	83,00 %		20,10 %	3,60 %
quartier	85,60 %	11,30 %	23,20 %	14,30 %

Tableau 1. Répartition des langues selon les espaces communicationnels chez 194 répondants par questionnaires à Abidjan

Le français est numériquement majoritaire dans ces résultats d'Abidjan, mais il est en réalité très souvent mêlé à une autre langue. Les alternances de langues, comme les autres phénomènes dus au plurilinguisme à Abidjan, ont encore été peu explorées. En revanche, l'apparition de nouvelles variétés de français, plus ou moins marquées par le métissage, dont la plus emblématique est le nouchi, a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs. Le nouchi est aujourd'hui l'expression achevée d'une culture urbaine composite et riche, le parler témoin de l'appropriation du

⁸ Le projet a été financé par l'AUF et l'Université Félix Houphouët-Boigny, dirigé et coordonné par les auteurs de l'article. Cette enquête est la première du projet : elle a été réalisée auprès de 1 000 personnes sur l'ensemble du territoire ivoirien divisé en 5 zones géographiques.

français par les jeunes Ivoiriens et du brassage des différentes langues en présence. De ces phénomènes d'alternance et de métissage résultent, de façon équivoque, une facilité de communication à l'échelle nationale, mais aussi une forme d'insécurité linguistique et culturelle pour des populations qui ont de plus en plus de mal à préserver des repères normatifs en français comme dans les langues ivoiriennes.

3. Croisements de langues et identité urbaine à Abidjan

Malgré l'extraordinaire développement du français, les langues continuent à se croiser à Abidjan. Nous nous arrêtons à présent sur deux phénomènes nouveaux dans le paysage sociolinguistique d'Abidjan, marqué depuis toujours par l'omniprésence du français alors que la culture française n'est pas aussi présente : la consolidation du nouchi, et un regain d'attachement pour les langues ivoiriennes.

3.1. Le nouchi, langue identitaire des jeunes Abidjanais

À l'origine, le mot *nouchi* désigne des personnes (Kouadio N'Guessan 1990). Plusieurs versions s'affrontent quant à l'étymologie, qui manifestent la remotivation toujours à l'œuvre dans les discours. Pour certains il serait un énoncé attribué à ses locuteurs « nous chie [sur vous] », interprété comme une attitude de défiance et d'aversion vis-à-vis d'une société qui les rejette. Selon une autre version plus répandue, le mot proviendrait du dioula *nu-si* « poil du nez » (moustache), et désignerait par extrapolation les hommes adultes et porteurs de ces traits de caractères : durs à cuire, loubards et autres gros bras. Progressivement, le mot a désigné aussi, outre les loubards, tous les petits délinquants et marginaux. Dans les années quatre-vingt, on dit volontiers « c'est un nouchi », pour un jeune déscolarisé, ou un enfant de la rue. C'est naturellement que la langue qui sert de vecteur à ces jeunes a été elle aussi ainsi nommée, au début des années quatre-vingt, à Abidjan. Si pour beaucoup le nouchi s'est d'abord et avant tout posé comme le résultat de la crise économique et de l'échec du système scolaire, il convient de relever qu'il est aussi, et peut-être même surtout, la conséquence du melting-pot que représente la ville d'Abidjan à cette époque. Soro Solo, un journaliste ivoirien, écrit :

Le nouchi est une pure invention des jeunes de la ville. Avec des mots de récupération piochés dans les grands courants linguistiques nationaux auxquels s'ajoutent des emprunts français et anglais, ils réinventent une langue propre à eux. En effet, vivant dans un univers où délation, chantage, punition corporelle et raison du plus fort constituent les règles du jeu, on a intérêt entre gens de condition égale, à échanger des fragments d'info sans que les aînés n'en comprennent rien. (Soro Solo 2003)

Si le nouchi est d'abord et avant tout le parler d'une catégorie sociale marginalisée, un code sécuritaire qui constitue un cordon de sécurité entre certaines personnes et le reste de la société, on note cependant qu'il s'étend de plus en plus dans tous les espaces sociaux, au point de devenir une langue parallèle en Côte d'Ivoire. Boutin et Kouadio N'Guessan (2015) insistent sur la difficulté à déterminer des frontières entre nouchi et français populaire ivoirien, dans les descriptions de processus de changements formels comme dans les discours ordinaires.

Même si presque tous les grands groupes linguistiques se retrouvent représentés dans ce langage qui fonctionne par intégration d'éléments lexicaux et

syntactiques, ils n'y sont pas à égalité. On constate que le lexique du nouchi est composé en très grande partie de mots empruntés au dioula véhiculaire, au français, à l'anglais, puis dans une moindre mesure au baoulé et au bété. Selon Ahua (2007), les emprunts lexicaux aux langues ivoiriennes (le dioula, le baoulé et le bété) représentent 13 %. Les mots du français peuvent être estimés à 35 %, mais ils comprennent tous les mots grammaticaux. Les emprunts aux langues européennes (l'anglais et l'espagnol en particulier) constituent à peu près 5 % du lexique, l'anglais occupant de loin la plus grande partie ; ceux d'origine inconnue sont évalués à 31 %, à côté de 16 % de mots hybrides (créés localement à l'aide d'éléments de différentes origines).

Dans le nouchi, comme dans toutes les langues, il existe une variation géographique et sociale qui touche les niveaux phonologique, syntaxique et lexical, mais aussi les procédés même des manipulations linguistiques, qui vont d'une simple adjonction de mots empruntés à diverses langues à des modes de création de plus en plus complexes. Si dans le premier cas de figure, les éléments empruntés sont laissés en l'état, dans le second, on assiste à une déconstruction quasi systématique qui fait qu'aucun élément n'est pris et laissé en l'état. Par ailleurs, l'évolution diachronique a rendu les structures plus complexes et plus difficiles à décoder aujourd'hui. Ainsi, *Il est dahi* (« il est ivre ») vient de l'anglais *to die* qui signifie « mourir », mais le substantif de sens « ivrogne » est *daïkoman*, mot composé de *die* de l'anglais, du suffixe de nominalisation *ko* du dioula et de *man* de l'anglais. Aujourd'hui *Ça dja* signifie « ça marche, ça produit de l'effet », alors qu'auparavant le mot qui vient du dioula *jà* « sécher » signifiait, en lexique nouchi, « mourir ».

On retient aussi que, sans doute dans le souci de se garantir une certaine sécurité linguistique et pour préserver l'exception qui fonde la pratique, le nouchi se caractérise par une mobilité de ses structures lexicales et syntaxiques, qui conduit ses locuteurs à un renouvellement permanent de toutes les bases lexicales et syntaxiques. De plus en plus, le nouchi crée ses propres mots (sans que l'on puisse leur découvrir une origine dans une langue quelconque), son identité linguistique se construisant en déconstruisant les structures des langues sur lesquelles il s'appuie. Il ne s'agit plus seulement de traduire une volonté de rallier toutes les langues dans un même projet identitaire communautaire, mais aussi de s'éloigner de la langue d'origine en resémantisant ses éléments constitutifs. On dit ainsi *j'ai fini avec lui* pour marquer la suprématie ou l'excellence de la personne dont on parle ; *on meurt ensemble* pour dire que l'on prend du bon temps avec une personne...

De la sorte ces jeunes qu'on disait déficitaires vis-à-vis de toutes langues, du français comme des langues nationales, manifestent une certaine maîtrise qui tend à changer leur image et par là même à se (re)construire une autre identité. Il semble qu'à mesure que le nouchi se fait un chemin vers une meilleure reconnaissance sociale (Aboa 2011), ses locuteurs bénéficient eux aussi d'une meilleure réputation, en même temps que l'image des langues ivoiriennes s'en trouve rehaussée.

3.2. Un nouvel intérêt pour les langues ivoiriennes

La dynamique du nouchi a précédé un regain d'attachement pour les langues ivoiriennes et les pratiques du nouchi auront certainement été un facteur de

valorisation sociale de ces langues (Kouadio N'Guessan 2006). Les résultats de l'enquête « Dynamiques des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire » réalisée en 2013 a donné des résultats quelque peu inattendus à Abidjan quant aux représentations du français et des langues nationales. À la question « Le français est-il suffisant pour communiquer en Côte d'Ivoire ? », seulement 36 % des répondants ont déclaré OUI, et 63 % NON. On note en outre que les réponses NON sont inversement proportionnelles à l'âge des répondants. Par ailleurs, comparées aux réponses à la même question dans les autres zones géographiques de Côte d'Ivoire, les réponses OUI ne sont pas supérieures à Abidjan comme on aurait pu s'y attendre.

Zone \ français suffisant	Non rép.	OUI	NON	Total
Abengourou/Bondoukou	2,60 %	26,00 %	71,40 %	100 %
Yamoussoukro/Toumodi	0,90 %	33,90 %	65,10 %	100 %
San Pedro/Soubré/Daloa	2,70 %	39,10 %	58,20 %	100 %
Ferké/Kong	1,40 %	60,00 %	38,60 %	100 %
Total intérieur	1,90 %	38,90 %	59,20 %	100 %
Abidjan/Dabou/Bingerville	1,50 %	35,60 %	62,90 %	100 %
TOTAL	1,90 %	38,20 %	59,90 %	100 %

Tableau 2. Évaluation de la suffisance du français comme langue de communication nationale chez 194 répondants par questionnaires à Abidjan

Plusieurs questions de l'enquête cherchaient à approcher les attitudes envers les langues en tant que langues d'enseignement, langues utiles quotidiennement, langues de la réussite professionnelle, langues préférées... Dans les réponses à ces questions, français, baoulé et dioula se partagent les 3 premières places à parts quasiment égales à Abidjan. Quelques discours illustrent les réponses à ces questions :

Il faut enseigner l'ethnie à l'école, c'est important. Le français est là. C'est vrai. Tout le monde connaît le français. Mais il faut apprendre à parler ton ethnie, même à l'école. C'est important. (Femme, née en 1959, sans emploi, Abidjan-ville)

Il faut enseigner les langues ivoiriennes. Ce sont nos langues. Le français ne peut pas les remplacer. Si nos langues ne sont pas enseignées, elles cesseront un jour d'exister. En tout cas, moi je suis très attaché au bété. C'est ma langue. Je serais fier qu'on l'enseigne. (Homme, né en 1970, comptable, Abidjan-ville)

Parce que moi-même là je peux dire c'est le français qui peut réussir mais moi-même là je veux même pas qu'on parle trop le français + parce que un bois dans l'eau peut jamais être caïman + on va beau parler le français mais nous sommes toujours africains + donc on doit parler notre langue maternelle + tu vois non ? quand je suis en face des gens et puis soit l'ethnie qu'on comprend on se comprend et puis on laisse cette ethnie et puis on parle le français là ! ça me ça me fait très mal hein parce que nous sommes africains donc on doit parler notre ethnie. (Femme, née en 1964, CEPE, Abidjan-district)

Nombre de répondants se disent prêts à ce qu'on enseigne une autre langue que la leur à l'école, ou dans une autre langue que la leur, ce qui représente un grand changement dans les attitudes envers les langues nationales en Côte d'Ivoire (Kouadio N'Guessan 2013). Après de multiples polémiques autour de l'enseignement en langues nationales, les opinions pourraient être en train de se modifier, en même temps que davantage d'efforts politiques sont faits en faveur des langues africaines.

Conclusion

Le français à Abidjan est l'un des mieux implantés en Afrique, il jouit à la fois d'un *corpus* et d'un *status* élevés (pour reprendre les critères de Robert Chaudenson), mais la compétence en français est mise en cause, et les représentations du français, surtout en tant que langue-culture, ne sont toujours pas des plus positives.

La dynamique plurilingue d'Abidjan rejoint aujourd'hui d'autres dynamiques d'autres villes d'Afrique et d'ailleurs, avec la construction de nouvelles identités urbaines, et l'émergence de parlers métissés polymorphes. Le nouchi est-il la nouvelle langue d'Abidjan ? Ou l'ébauche d'une langue future ?

Il est plutôt l'un des éléments de la dynamique plurilingue urbaine de la Côte d'Ivoire, l'une des manifestations du français en contact. C'est de cette dynamique générale qu'émergeront de nouvelles langues, mais le français et les langues ivoiriennes resteront probablement encore longtemps en contact, s'influençant encore.

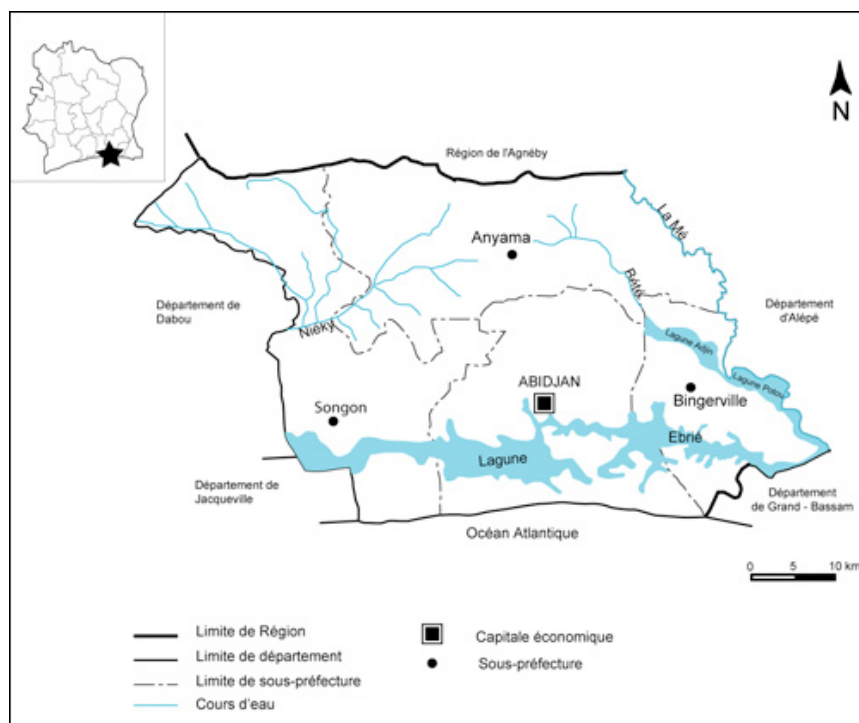
Bibliographie

- ABOA A. A. L. (2011). « Le nouchi a-t-il un avenir », in *Sudlangues* n° 16, Dakar.
- AHUA, M.B. (2007). « Élaborer un code graphique pour le nouchi : une initiative précoce ? », in *Le français en Afrique*, n° 22. Nice, ILF – CNRS, pp. 183-198.
- AKOU, D.F.V.L. (2010). « Les déterminants de la dynamique spatiale de la ville de Bingerville (sud de la Côte d'Ivoire) de 1960 à nos jours », *EchoGéo* [En ligne], n° 13, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586), <http://echogeo.revues.org/12078> ; DOI : 10.4000/echogeo.12078.
- BOUTIN, A.B. (2002). *Description de la variation : Etudes transformationnelles des phrases du français de Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat. Université de Grenoble 3. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.
- BOUTIN, A.B. (2004). Corpus PFC-CIA (Phonologie du français contemporain – point enquête en Côte d'Ivoire) <http://www.projet-pfc.net/base-de-donnees/enquetes>.
- BOUTIN, A.B. et KOUADIO N'GUESSAN, J. (2013). « Citoyenneté et politique linguistique en Côte d'Ivoire », in *Revue Française de Linguistique Appliquée*, XVIII-2. Amsterdam, Editions De Werelt, pp. 121-133.
- BOUTIN, A.B. et KOUADIO N'GUESSAN, J. (2015). « Le nouchi c'est notre créole en quelque sorte, qui est parlé par presque toute la Côte d'Ivoire », in

- Blumenthal, P. (éd.), *Dynamique des français africains : entre le culturel et le linguistique*. Berne, Peter Lang, pp. 251-271.
- CHAUDENSON, R. (éd.) (1997). *L'évaluation des compétences linguistiques en français : Le test d'Abidjan*. Paris, Didier Erudition.
- DIABATÉ, H. et KODJO, L. (1991). *Notre Abidjan*. Abidjan, Mairie d'Abidjan, Ivoire Média.
- DUMESTRE, G. et Retord, G.L.A. (1981). *Kó di ? Cours de dioula*. Université d'Abidjan et Abidjan, Dakar, Lomé, NEA.
- DUPONCHEL, L. (1974). « Le français d'Afrique noire, mythe ou réalité ? Problèmes de délimitation et de description », in *Annales de l'Université d'Abidjan*, série H. Abidjan, ILA. vol. VII. 1. pp. 133-158.
- GNAHORÉ, M. et RETORD, G.L.A. (1980). *A-ayoo ! Cours de bété*. Numéro spécial des *Annales de L'Université d'Abidjan*, Série H. Vol. XIII. Abidjan, Université d'Abidjan
- HATTIGER, J.-L. (1981). *Morpho-syntaxe du groupe nominal dans un corpus de français populaire d'Abidjan*. Thèse de 3e cycle. Université de Strasbourg.
- HATTIGER, J.-L. (1983). *Le français populaire d'Abidjan. Un cas de pidginisation*. Abidjan, ILA.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (1990). « Le nouchi abidjanais, naissance d'un argot ou mode linguistique passagère ? », in Gouani, E. & Thiam, N. (éd.). *Des langues et des villes*. Paris, Didier Érudition, pp. 373-383.
- KOUADIO N'GUESSAN, J. (2006). « Le nouchi et les rapports dioula/français », in *Des inventaires lexicaux du français en Afrique à la sociologie urbaine... Hommage à Suzanne Lafage. Le français en Afrique*, n° 21. Nice, ILF – CNRS, pp. 177-191.
- LAFAGE, S. (1979). « Rôle et place du français populaire dans le continuum langues africaines/ français de Côte d'Ivoire », in *Le français moderne*, n° 47, 3, pp. 208-219.
- MARIE, A. (2003). « Pas de société sans démocratie. Dialectiques ivoiriennes entre identités communautaires et identifications sociologiques », in F. Leimdorfer et A. Marie (éd.). *L'Afrique des citadins : sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*. Paris, Karthala, pp. 33-105.
- OIF, (2014). *La langue française dans le monde 2014*, Paris, Editions Nathan.
- PARTMANN, G. H. (1973). *Le dioula véhiculaire en Côte d'Ivoire. Étude comparative des jeunes locuteurs primaires et secondaires du dioula*. Ph. D. Stanford University. USA, Ann Arbor, Michigan, University Microfilms International.
- SORO SOLO (COULIBALY, S., alias), (2003). « Zouglou et nouchi, les deux fleurons pervers de la culture urbaine », in *Africultures*, n° 56, pp. 123-124.
- TYMIAN, J. et RETORD, G.L.A. (1978). *N wan yo... Cours de baoulé*. Université d'Abidjan.
- ZANOU, B. et NYANKAWINDEMARA, A. (2001). « Migration et répartition spatiale de la population en Côte d'Ivoire ». 24e Congrès général de L'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), 18-24 août, Salvador, Brésil.

Annexe 1

Le district d'Abidjan



Source : Akou, Don Franck Valéry Loba (2010)

Annexe 2

Les quatre groupes ethnolinguistiques de Côte d'Ivoire



Source: Atlas de C. I. planche B 12

Conception: KOUADIO N. J., réalisation: SANOGO S. IGT, juillet 2015

- Groupe Mandé du Nord
- Groupe Mandé du Sud
- Groupe Krou
- Groupe Kwa (Akan)
- Groupe Voltaïque (Gur)

Source : *Atlas de Côte d'Ivoire*, Conception Kouadio N'Guessan, J.
Réalisation Sanogo, S. - IGT LATIG (juin 2007)